

L'intérêt d'un accord graduel et asymétrique*

Résumé

L'accord récemment signé entre le Maroc et les Etats-Unis prévoit plusieurs modalités pour le démantèlement des droits de douanes. Notre simulation montre que les différentes modalités de libéralisation commerciale devraient avoir des impacts différents sur le bien-être, le taux de croissance et la balance commerciale sectorielle de ces deux pays. Plus précisément, nos résultats démontrent l'intérêt d'un accord graduel et asymétrique. En outre, l'Accord de libre-échange (ALE) entre les Etats-Unis et le Maroc aura un impact significatif non seulement sur le commerce entre ces deux pays, mais également sur leurs relations commerciales avec d'autres pays. Le plus important détournement de commerce affectera l'UE et particulièrement la France, qui est le principal partenaire commercial du Maroc. Cela affectera également les autres pays d'Afrique du Nord.

Abstract

The agreement recently signed between Morocco and the United States foresees several modalities in dismantling tariffs. Our simulations show that the various modalities of trade liberalization may have different impacts on the welfare, the rate of growth and the sectoral trade balance of these two countries. More precisely, our findings justify the interest of a gradual and asymmetrical agreement. In addition, the free trade agreement (FTA) between the US and Morocco will have a significant impact not only on trade between the two countries, but also on their trading relationships with other countries. The most important trade diversion will affect the EU and particularly France, which is Morocco's largest trading partner. It will also adversely affect the other North African countries. The FTA will thus offer the opportunity to Morocco to diversify its markets and its capabilities, which are currently focused on the EU, particularly on France and Spain.

JEL Classification : F13 - F17 - C68 .

Key word

Trade Policy, Liberalization, Free trade Agreement, Simulation, CGE Model, Morocco, and United-States.

Mots-clefs

Politique commerciale, libéralisation, accord de libre-échange, simulation, modèle EGC, Maroc et Etats-Unis.

Mustapha Sadni Jallab

Nations Unies,
Commission
économique pour
l'Afrique, Centre africain
des politiques
commerciales

René Sandretto, Lahsen Abdelmalki

Université Lyon 2 et
GATE-CNRS

* Cet article doit être attribué à ses auteurs. Il n'est pas destiné à représenter la position ou les opinions des Nations unies ou de ses membres, ni une position officielle d'un quelconque membre du personnel des Nations unies. Auteur correspondant : Mustapha Sadni Jallab, division du Commerce, de la Finance et du Développement économique, Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, P.O. Box 3005, Addis Abeba, Ethiopie ; téléphone : 251-115-44-52-12 ; fax : 251-115-51-30-38, e-mail : msadni-jallab@uneca.org. Nous

remercions les
participants à la
neuvième conférence
annuelle de GTAP et
Laureline Pla.

1. Introduction

Les accords de libre-échange (ALE) entre le Maroc et les Etats-Unis (EU) vont exposer l'économie marocaine à une concurrence accrue sur les prix et la qualité d'un certain nombre de produits. Cette pression concurrentielle devrait provoquer une augmentation de la compétitivité des firmes marocaines. Dans de telles circonstances, il est fort probable qu'autoriser l'accès des exportations américaines en franchise de droits de douane au marché marocain se traduirait par un détournement substantiel du commerce. Même si cet accord permettrait aux consommateurs marocains de profiter de prix plus faibles, ces gains pourraient être plus qu'annulés pour l'économie dans son ensemble du fait des pertes éventuelles pour les producteurs dans plusieurs activités, de la perte de revenus tarifaires et de l'achat de biens en provenance des Etats-Unis plutôt que de sources plus efficaces. De plus, il est probable que le Maroc subisse une détérioration de ces termes de l'échange étant donné que les réductions tarifaires auxquelles devra procéder ce pays seront beaucoup plus grandes que celles des Etats-Unis.

La plus importante étude sur cet ALE a été réalisée par Ahmed Galal et Robert Z. Lawrence (2003). Celle-ci explique clairement pourquoi le Maroc était à cette époque un partenaire potentiel des Etats-Unis et un élément clef dans le projet d'établir une « zone de libre-échange Etats-Unis/Moyen-Orient en une décennie » (tel qu'annoncé par George W. Bush en mai 2003). L'article de Ahmed Galal et Robert Z. Lawrence donne quelques brèves indications à propos d'un « détournement de commerce substantiel » (sans évaluation numérique). Les auteurs font également référence à certaines évaluations réalisées par John Gilbert (2003) sur les pertes de revenus tarifaires que collecte le Maroc sur les produits américains, estimées à 117 millions de dollars (pour comparer avec nos résultats : 147,21 millions de dollars). L'analyse de Gilbert, de même que la nôtre, est basée sur le modèle GTAP. Cependant, cette recherche ne se concentre pas sur le cas de l'accord Etats-Unis – Maroc mais couvre tous les accords de libre-échange conclus par les Etats-Unis. Il estime les effets de tous les accords de libre-échange américains, considérés simultanément sur la valeur des importations, des exportations, des revenus tarifaires du Maroc, et propose une évaluation de l'impact sur le bien-être de ce pays. Malheureusement, ces simulations n'apportent pas une évaluation spécifique de l'Accord de libre-échange Etats-Unis – Maroc considéré individuellement.

L'objectif de notre article est précisément d'évaluer l'impact spécifique de l'accord, signé par les deux pays le 15 juin 2004 et entré en vigueur le 1^{er} janvier 2006.

Les questions suivantes sont traitées spécifiquement :

- premièrement, quels sont, pour le Maroc, les gains ou les pertes générés par la libéralisation du commerce bilatéral entre le Maroc et les Etats-Unis,

sur base des impacts sur le PIB, le commerce et autres agrégats macroéconomiques ?

- deuxièmement, quels secteurs gagnent et quels secteurs perdent ?
- troisièmement, quelles sont les implications de l'ALE en termes de bien-être pour le Maroc ?
- quatrièmement, comment la formation de l'ALE affecte-t-elle l'expansion du commerce par les effets de création ou de détournement de commerce ?
- cinquièmement, quelles sont les implications fiscales de l'ALE ?

Par conséquent, cette étude tentera également de quantifier l'impact de l'ALE UE-Maroc sur le revenu direct. La quantification de l'expansion du commerce apportera une base pour l'estimation des effets sur le revenu que provoquera le détournement du commerce des producteurs et fournisseurs non américains au profit des Américains.

L'accord entre le Maroc et les EU prévoit plusieurs modalités pour le démantèlement des droits de douane. Les problèmes du démantèlement tarifaire seront examinés pour les secteurs des céréales essentielles, des viandes rouges et des légumes. Pour ces secteurs, une période de transition est nécessaire à leur survie. En effet, le secteur agricole américain est l'un des plus efficient au monde, particulièrement pour les céréales (1). Le secteur agricole était le principal obstacle à la finalisation de l'ALE. En effet, l'économie marocaine est principalement basée sur l'agriculture. Cinquante pour cent de la population active est employée dans le secteur primaire, alors que 70 % des agriculteurs cultivent leurs céréales majoritairement dans de petites fermes (73,6 % de ces fermes sont de moins de 5 hectares pour une moyenne de 1,64 ha). Les produits agricoles américains pourraient être une menace extrêmement sérieuse pour l'agriculture marocaine, étant donné qu'un grand nombre de produits américains seront produits pour un coût plus faible et probablement considérés comme étant de meilleure qualité que les produits marocains, principalement du fait d'un plus grand niveau de standardisation et des aspects technologiques de la production, y compris les produits OGM, bien que ces derniers risquent de ne pas correspondre au goût de tous les consommateurs marocains.

Lors des négociations, la partie marocaine a recommandé de réserver les céréales comme un cas spécifique avant la libéralisation totale. Cependant, la position de la délégation américaine était qu'un ALE devait inclure les produits agricoles. L'accord final stipulait une libéralisation graduelle sur certaines lignes tarifaires pour les produits agricoles très sensibles (voir ci-après).

Les bénéfices de l'ALE résident dans les changements structurels que l'agriculture marocaine devrait subir afin d'accroître sa compétitivité et de tirer meilleur profit des avantages comparatifs du pays.

L'article est structuré comme suit : après cette introduction, la section 2 met en lumière les relations commerciales du Maroc avec les EU en les

(1) En 2005, les EU étaient le premier exportateur de céréales avec un volume d'exportations total de 82,2 millions de tonnes (sur un total mondial de 279,6 ; l'UE est de loin le deuxième plus grand exportateur), réalisant 25,2 % des exportations mondiales de blé et 59,3 % des exportations mondiales de maïs.

comparant à celles que le Maroc entretient avec l'Union européenne (UE). La section 3 présente la méthodologie utilisée pour évaluer la nécessité d'un ALE asymétrique, tandis que la section 4 décrit le modèle utilisé pour l'analyse. Une description des modèles WITS et GTAP 6 est proposée dans cette section. La section 5 présente les principaux résultats obtenus à partir des simulations. Enfin, la section 6 conclut l'article.

2. Performance commerciale de l'économie marocaine

Les principales importations et exportations du Maroc sont dans le secteur manufacturier (environ 62 % des importations et 65 % des exportations en valeur en 2001). Les équipements de transport et de machines, le textile et les produits chimiques constituent les principales importations. Les importations de textile sont principalement réalisées au travers de contrats de sous-traitance, particulièrement avec des partenaires en UE. Les produits alimentaires ainsi que les produits en provenance des industries minières et d'extraction représentent les biens primaires importés. Les variations qu'ont connues les importations de pétrole reflètent les évolutions des cours globaux de ce bien.

L'UE est le principal partenaire commercial du Maroc, à la fois pour les exportations et les importations (voir les figures 1 et 2). La France fournit à elle seule plus de 20 % des importations totales (24 % en 2000 et 22,5 % en 2001), les autres principales sources d'importations du Maroc comprennent l'Espagne, le Royaume-Uni, l'Italie et l'Allemagne. Hors de l'UE, le Maroc importe également des biens des EU et de l'Arabie Saoudite, tandis que les volumes d'importations en provenance des autres régions est négligeable.

Les principales exportations du Maroc vers l'UE sont les textiles et l'habillement, les produits alimentaires (les produits poissonniers, les fruits – particulièrement les tomates et les agrumes), les fleurs et les produits manufacturiers. Les principales importations en provenance de l'Europe sont des tissus, différents types de machines et d'équipements, des produits chimiques, des plastiques et du blé. Les produits industriels entrent déjà dans l'UE en franchise de droits. L'accord UE-Maroc sur les produits poissonniers signé en 1995 est arrivé à terme en 1999. Le conseil des ministres de l'UE a donné mandat à la Commission pour négocier un accord de partenariat sur les industries poissonnières au début de 2005. Sur la base de ce mandat, un nouvel accord a été conclu et ratifié par les deux parties. Il devrait entrer en vigueur en 2007, les dernières étapes étant en attente pour le Maroc. Cet accord offre l'accès aux bateaux européens aux eaux marocaines et le soutien de l'UE à la modernisation du secteur poissonnier.

La France reçoit un quart des biens exportés par le Maroc, suivie par l'Espagne, le Royaume-Uni, l'Italie et l'Allemagne. En termes de structure

L'intérêt d'un accord graduel et asymétrique

Tableau 1
Balance des paiements du Maroc, 1995-2001
(en millions de dollars US)

Années	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Balance du compte des opérations courantes	-1 296	-58	-169	-146	-171	-501	1 606
Balance commerciale	-2 482	-2 193	-1 864	-2 319	-2 448	-3 235	-3 022
Exportations, fob	6 871	6 886	7 039	7 144	7 509	7 419	7 142
Importations, fob	-9 353	-9 080	-8 903	-9 463	-9 957	-10 654	-10 164
Balance des services	283	961	747	864	1 112	1 142	1 910
Crédit	2 173	2 743	2 471	2 827	3 115	3 034	4 029
Débit	-1 890	-1 782	-1 724	-1 963	-2 003	-1 892	-2 119
Balance des revenus	-1 318	-1 309	-1 176	-1 033	-985	-864	-833
Transferts courants (net)	2 220	2 483	2 123	2 343	2 150	2 456	3 550
Balance du compte de capital	-6	73	-5	-10	-9	-6	-9
Balance du compte des opérations financières	-984	-897	-990	-644	-13	-774	-967
Investissement direct au Maroc	92	76	4	12	3	221	144
Investissement direct à l'étranger	-15	-30	-9	-20	-18	-59	-97
Investissement de portefeuille	20	142	38	24	6	17	-8
Autres investissements	-1 083	-1 085	-1 022	-660	-4	-954	-1 006
Erreurs et omissions	391	209	175	160	123	114	230
Balance globale	-1,895	-673	-988	-640	-69	-1,167	860
Financement	1,895	673	988	640	69	1,167	-860
Réserves	984	-274	-553	-248	-1,636	416	-3,842
Utilisation des ressources du FMI	-101	-47	-3	0	0	0	0
Financement exceptionnel	1,013	995	1,544	887	1,705	751	2,982
Réserves officielle Réserves de devises calculées en mois d'importation	4,6	5	5,4	5,2	6,7	5,4	9,9

Source: CNUCED (2005).

commerciale, l'ordre d'importance des partenaires commerciaux est le même, à la fois pour les importations et les exportations. La forte concentration des exportations vers l'UE est majoritairement due au changement dans la méthode utilisée pour refléter les opérations de sous-traitance dans les comptes.

Le commerce entre l'UE et le Maroc a fleuri au cours de la dernière décennie. En 2005, 74 % des exportations marocaines sont allées en UE,

tandis que 65 % des exportations marocaines provenaient de l'UE. Le commerce total a atteint 21 milliards d'euros en 2004. L'Union européenne est le plus gros partenaire commercial et les échanges commerciaux bilatéraux sont toujours favorables à l'UE (Figure 1).

Figure 1

Exportations du Maroc à destination de l'Amérique du Nord et de l'UE à 25 (en millions de \$)

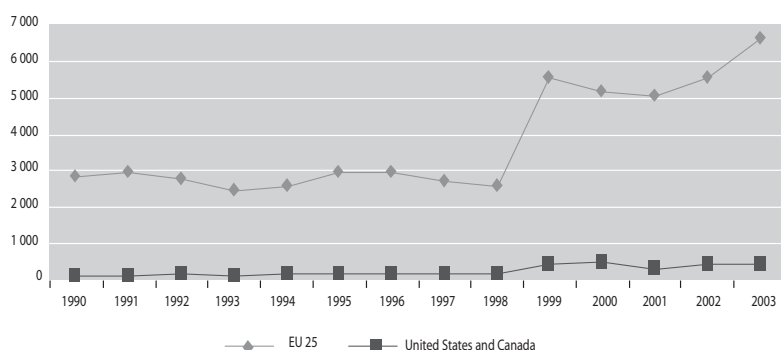
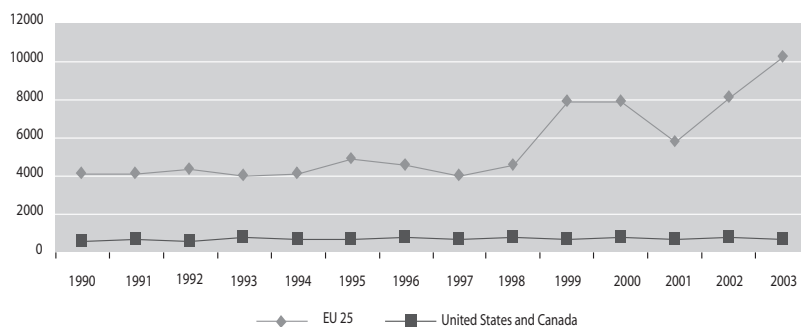


Figure 2

Importations du Maroc à destination de l'Amérique du Nord et l'UE à 25 (en millions de \$)



Source : CNUCED, 2005.

Dans cet article, nous tentons de simuler les conséquences du processus de libéralisation commerciale entre les deux pays avec une analyse en équilibre partiel que nous présentons d'abord. Ensuite, nos résultats sont étendus à l'aide d'un modèle d'analyse en équilibre général calculable (EGC). En effet, le mérite d'un modèle en équilibre partiel est d'apporter une

première esquisse des impacts prévus, en révélant à un niveau extrêmement désagrégré des produits pour lesquels les conséquences de l'ALE seront probablement les plus importantes. Par conséquent, cette analyse a l'avantage de révéler les produits et les questions qui devraient être considérés comme les plus sensibles en termes d'impact sur les gains des consommateurs, les revenus tarifaires et l'évolution des exportations. Logiquement, nous pouvons espérer trouver au sein de ces produits « sensibles » ceux pour lesquels une attention particulière a été accordée lors des négociations de l'accord, étant donnés les importants enjeux qu'ils représentent pour l'un ou l'autre des pays. Cette approche permet (éventuellement) de présenter certains produits qui pourraient subir des impacts importants dans le futur, en dépit du fait qu'ils n'ont pas reçu une attention particulière durant la négociation. Cependant, ces avantages d'une approche en équilibre partiel les effets intersectoriels et interrégionaux. Evidemment, ces deux limites sont particulièrement fortes pour notre sujet étant donné qu'elles rendent impossible une appréciation claire de l'impact sur le bien-être de l'accord et une estimation précise de ces conséquences globales pour chacun des deux pays, tel que l'effet de l'accord de libre-échange sur la croissance. Pour pallier ces limites, nous complétons cette approche avec une analyse en équilibre général calculable. Pour chacune de ces deux approches, nous présentons dans un premier temps la méthodologie et les principales hypothèses que nous avons émises (section 3 et 4), puis les principaux résultats et les enseignements tirés (section 5).

3. Le cadre de modélisation en équilibre partiel – le modèle WITS/SMART

Cette section décrit la méthodologie d'équilibre partiel qui a été utilisée pour cette étude, basée sur le modèle WITS/SMART développé conjointement par la Banque mondiale et la CNUCED. Dans cette section, nous décrivons d'abord la méthodologie SMART, et nous présentons ensuite le scénario de simulation que nous avons adopté.

3.1. Le modèle WITS/SMART

Pour les besoins de cette étude, nous proposons d'appliquer le modèle WITS/SMART dans un cadre d'équilibre partiel. WITS réunit plusieurs bases de données qui vont du commerce bilatéral, des flux de commerce de marchandises aux différents types et niveaux de protection. WITS intègre également des outils analytiques qui soutiennent l'analyse de la simulation. Le modèle de simulation SMART est l'un des outils analytiques utilisés dans WITS pour réaliser les simulations. SMART contient des modules analytiques intégrés qui supportent l'analyse des politiques commerciales, couvrant les effets des réductions tarifaires multilatérales, la libéralisation commerciale préférentielle et les changements tarifaires ad hoc. La théorie

sous-jacente derrière cet outil analytique est le cadre d'équilibre partiel standard qui considère que les effets dynamiques sont constants. De même que tout modèle en équilibre partiel, ces fortes hypothèses permettent seulement l'analyse de la politique commerciale d'un pays à un moment donné. Malgré cette faiblesse, WITS/SMART peut aider à estimer la création et le détournement de commerce ainsi que les effets sur le revenu et le bien-être.

3.2. Scénarios simulés

Dans l'approche en équilibre partiel, nous considérons seulement un scénario. Ce scénario étudie seulement le principe de réciprocité. Du fait de la faiblesse qui a déjà été soulignée, particulièrement l'hypothèse *ceteris paribus* dans le cadre de laquelle le modèle opère, seule la libéralisation unilatérale est possible. Les résultats discutés ici sont les impacts probables d'une annulation des droits de douane qu'impose le Maroc aux biens américains. Un avantage particulier du modèle WITS/SMART est qu'il a permis de mener l'analyse à un niveau de spécification à 6 chiffres. Le commerce créé par le scénario de réciprocité totale dépend des trois éléments clefs suivants, tels que discutés dans la méthodologie analytique : le niveau initial de commerce (importations en provenance de l'UE), le niveau de protection initiale et l'élasticité des prix de la demande d'importation. Plus le niveau initial de protection est élevé, plus le changement produit par la réciprocité totale sera important. Le mécanisme de transmission pour les effets de commerce est simple : l'élimination des tarifs existants sur les importations en provenance des EU réduit les prix auxquels font face les consommateurs marocains relativement aux substituts domestiques, tandis que la faculté de réponse de la demande aux modifications de prix influence les montants de commerce créés ou détournés. La substituabilité des biens américains aux biens produits domestiquement est implicitement supposée. L'hypothèse Harmington au niveau HS-6 est que les biens importés des différents pays sont parfaitement substituables. On suppose également que la réponse de l'offre à la baisse du prix permettra aux producteurs et aux exportateurs américains de répondre à toute demande émergeant des produits importateurs du fait de la réduction du prix. Ainsi, l'offre d'exportation est parfaitement élastique, ce qui signifie que les offres mondiales de chaque variété de biens par origine sont données.

4. Méthodologie analytique de l'équilibre général

Par définition, dans un modèle d'équilibre partiel, les implications inter-sectorielles d'un changement de politique commerciale ne sont pas prises en compte. De même, les implications inter-régionales sont également ignorées dans un cadre d'équilibre partiel. Pour cette raison, l'analyse de politique commerciale est plus robuste lorsqu'elle est menée dans le cadre

d'un modèle d'équilibre général. Cela peut être considéré comme la meilleure option, étant donné que les modèles en équilibre général ne mesurent pas seulement la première série d'effets d'un changement simulé (comme c'est le cas dans le cadre d'une approche en équilibre partiel), mais également la deuxième série d'effets qui inclut les effets inter-sectoriels et les ajustements macroéconomiques.

Cette section discute en détail la méthodologie appliquée pour l'analyse empirique. La discussion commence par souligner le cadre de modélisation et de données de GTAP.

4.1. Intérêt d'une méthodologie en équilibre général

L'analyse de politique commerciale implique l'examen des implications des instruments de politique commerciale sur la structure de production des économies aux niveaux national et global. Les instruments de politique commerciale, tels que les droits de douane et les quotas, génèrent des effets directs et indirects sur les prix relatifs des marchandises produites dans un pays donné. Tandis que la combinaison de biens et de services produits change, la demande des facteurs de production change également. Par conséquent, il est difficile de concevoir une situation dans une économie pour laquelle le changement de politique commerciale affecte uniquement un secteur. Du fait de l'intégration en amont et en aval et de sa portée relative dans une économie particulière, le résultat est toujours un résultat pour lequel la combinaison relative des productions sectorielles évolue. Par extension, cela affecte la combinaison relative des différents facteurs de production dans les différents secteurs.

Les effets au niveau national sur la combinaison de la production et de la demande pour les facteurs de production peuvent dans le contexte du commerce international s'étendre à l'économie mondiale. Les changements dans les prix relatifs des produits et des facteurs de production résultant d'un changement de politique commerciale dans un pays donné sont transmis par les industries et les marchés d'intrants d'autres économies avec lesquelles le pays commerce. Par conséquent, pour rendre l'analyse de politique commerciale pertinente et pour produire des résultats robustes, les interactions qui prédominent au sein des différents secteurs comme résultantes d'un changement dans les instruments de politique commerciale dans un groupe de pays donné doivent être prises en compte. La méthodologie de l'équilibre général fournit un cadre analytique qui permet d'intégrer les changements inter- et intra-sectoriels pour une combinaison de production, et par extension de tenir compte de la demande pour les différents facteurs de production.

Kehoe T. et Kehoe P. (1994) ont capturé succinctement l'essence des modèles d'équilibre général. Les modèles d'équilibre général sont une abstraction qui est suffisamment complexe pour capturer les principales caractéristiques de l'économie, suffisamment simple pour les rendre

estimables. Ces modèles sont populaires par rapport aux équilibres généraux parce qu'ils soulignent les interactions entre les différents secteurs. Cependant, ils ne sont pas parfaits, particulièrement les modèles statiques, étant donné qu'ils ne permettent pas de tenir compte des effets dynamiques qui accompagnent les changements qui ont lieu dans une économie donnée comme un résultat de changement de politique. Le modèle GTAP entre dans cette catégorie de modèles en équilibre général. GTAP est un modèle EGC multi-régions élaboré pour l'analyse comparative statique des questions de politiques commerciales (Adams et al., 1997)(2).

(2) Le lecteur intéressé peut trouver les informations pertinentes à propos de ce modèle, à la fois sur sa structure et ses implications éventuelles, dans un ouvrage remarquable publié par Thomas W. Hertel (1997), *Global Trade Analysis. Modelling and Applications*. Cambridge University Press.

4.2. La base de données GTAP et l'étude agrégée

4.2.1. Description des données

Le modèle GTAP est utilisé avec la base de données GTAP qui, de même que le modèle, capture des pays individuels et composites. Dans cette exposition, la version 6 du modèle est utilisée. L'année de base pour cette version est 2001 et reconnaît 87 régions, de même que 57 secteurs et 5 facteurs de production. Ainsi, pour chacune des régions individuelles et composites, les données de 57 secteurs sont capturées dans la base de données GTAP globale. Tel qu'indiqué précédemment, tous les pays ne sont pas capturés individuellement dans GTAP. Cependant, chaque pays est indirectement inclus dans la base de données comme partie du reste du monde. Par conséquent, la cohérence macroéconomique globale est conservée. Pour les besoins de cette étude, le Maroc et les EU seront présentés séparément.

4.2.2. Agrégations géographiques et sectorielles

Pour la présente étude, 87 régions ont été agrégées en 5 sous-régions, et 57 secteurs ont été identifiés. Une description complète des agrégations sectorielles et géographiques est proposée dans Sadni Jallab *et al.* (2007).

4.2.3. Scénarios testés dans le modèle EGC

Afin d'évaluer l'effet global de l'ALE sur l'économie marocaine, nous testons trois scénarios :

- Scénario 1 : *libéralisation fortement asymétrique*. Tous les droits de douane et quotas imposés par les EU sur les importations en provenance du Maroc sont supprimés (franchise de droits, entrée en franchise de quotas pour les exportations marocaines), alors que le Maroc réduit de 10 % ces droits de douane sur les importations en provenance des EU (ce qui correspond approximativement à l'impact d'une libéralisation d'un an pour le Maroc dans l'accord actuel).

- Scénario 2 : *libéralisation symétrique intermédiaire*. Tous les droits de douane sont réduits par les EU de 50 %.

– Scénario 3: *réciprocité totale, libéralisation totale*. Tous les tarifs bilatéraux sont éliminés entre le Maroc et les EU ; tous les tarifs *ad valorem*, qui apparaissent dans la figure 1 sont réduits à 0.

Toutes les données macroéconomiques, de commerce et de protection, se rapportent à l'année de référence commune, 2001.

Plusieurs accords internationaux ont été mis en œuvre avec d'importantes implications sur le contexte économique global. Il est par conséquent important que ces changements soient capturés par nos simulations. Les principaux événements à inclure sont : l'élargissement de l'Union européenne ; la mise en œuvre de l'Accord sur le textile et l'habillement comme partie de l'élimination de l'Accord multifibres ; la mise en œuvre de l'accord du cycle de l'Uruguay sur le soutien interne et les subventions à l'exportation ; l'accession totale de la Chine à l'OMC ; et la conclusion du cycle de Doha pour le développement. L'impact du résultat du cycle de Doha sur chacune de ces économies n'est actuellement pas clair. Par conséquent, il n'a pas été intégré dans nos scénarios. Les paragraphes suivants expliquent comment ces quatre questions sont intégrées dans nos scénarios :

Elargissement de l'UE : une UE élargie sera le bloc commercial qu'aura à affronter au moment où l'ALE entrera en vigueur. Premièrement, tous les droits de douane et les subventions à l'exportation, de même que les barrières non tarifaires entre l'UE-15 et les 10 nouveaux membres, sont abolis. Deuxièmement, les barrières au commerce entre les 10 nouveaux membres de l'UE sont abolies. Finalement, on donne à tous les secteurs dans l'UE-10 le même niveau de protection envers le reste du monde que celui trouvé dans l'UE-15 au moment de l'accession. Cela signifie que certains taux de droits de douane que les nouveaux membres de l'UE appliquent aux pays tiers ont augmenté ou diminué jusqu'aux taux appliqués par les anciens membres de l'UE.

Elimination des quotas établis par l'accord multifibres (mise en œuvre de l'accord sur le textile et l'habillement) : l'élimination de l'accord multifibres sur le textile et l'habillement devrait avoir des implications significatives pour les pays en voie de développement, le Maroc en particulier. Il était donc déterminant de capturer les effets probables de l'élimination de l'accord multifibres dans nos scénarios de référence. L'élimination de cet accord a été capturée à travers l'élimination des taxes à l'exportation équivalentes aux quotas sur le textile et l'habillement, dans les marchés des pays développés en particulier.

Mise en œuvre de l'accord du cycle de l'Uruguay : les EU ont traditionnellement utilisé les soutiens internes et les subventions à l'exportation, notamment dans l'agriculture. Alors que les négociations du cycle de Doha devraient conduire à un accord qui devrait avoir des conséquences considérables sur la façon dont ces deux instruments sont

appliqués, il reste des questions importantes depuis le cycle de l'Uruguay. Notre simulation capture les 20 % de réduction des soutiens internes qui seront appliqués par les pays développés. Un taux de 13 % a été appliqué pour les pays en voie de développement. Dans le cas des subventions à l'exportation pour les produits agricoles, les scénarios appliquent les 36 % et 24 % de réduction qui ont été approuvés dans le cadre du cycle de l'Uruguay, respectivement pour les pays développés et les pays en développement.

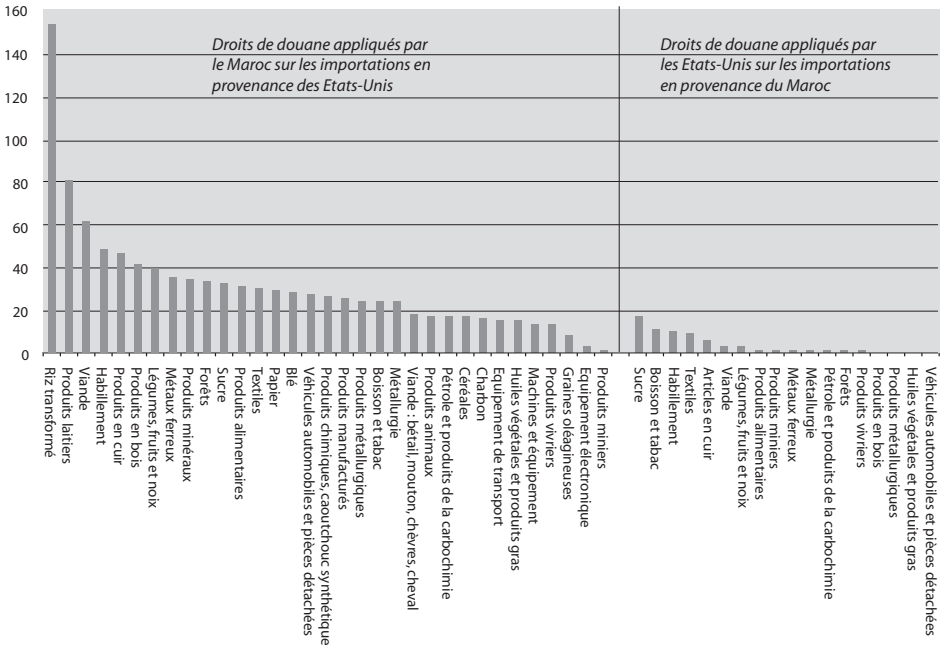
Accession de la Chine à l'OMC : l'accession de la Chine à l'OMC devrait avoir d'importantes implications pour le Maroc et les EU. Lors de l'accession totale, tous les membres de l'OMC seront supposés imposer des droits de douane lors de l'importation des biens chinois sur la base de tarifs consolidés. Cet élément a été pris en compte dans nos simulations, à travers la réduction des droits de douane imposés aux importations chinoises au-dessus du taux le plus élevé actuellement imposé par le pays importateur pour chaque marchandise.

Ces trois scénarios sont compatibles avec les principaux objectifs du cycle de Doha concernant l'accès au marché et la réduction de toutes les formes de subventions à l'exportation et des soutiens internes ayant des effets de détournement de commerce...

En réalité, aucun des trois scénarios ne correspond à l'accord actuel, bien qu'ils ne donnent aucune indication sur l'importance relative d'obtenir un accord asymétrique. En effet, l'ALE UE-Maroc élimine les droits de douane sur 95 % du commerce bilatéral, sur les produits de consommation et les produits industriels (y compris les textiles), tous les droits de douane restants devant être éliminés sur une période de neuf ans. Un traitement particulier est réservé aux produits agricoles. Certaines exportations marocaines importantes, telles que les exportations de clémentines, de tomates et d'olives, devraient être autorisées à accéder au marché américain en franchise de droits de douane dès le premier jour de la mise en œuvre. Le Maroc devrait en retour offrir un accès en franchise de droits aux produits américains tels que les pistaches, les noix de pécan, les noisettes, les amandes, les produits de volaille transformés (avec certaines restrictions), le fromage à pizza et d'autres produits alimentaires. Pour tous les autres produits agricoles, les droits de douane seront éliminés d'ici cinq à quinze ans. L'accord comprend d'importants engagements pour certains services clefs, notamment la banque et l'assurance (avec une période de protection de quatre ans), la distribution, la livraison express, l'ingénierie, l'audiovisuel et les télécommunications.

Une caractéristique importante de l'accord est qu'il inclut des engagements asymétriques à l'avantage du Maroc, tel que le suggèrent les scénarios 1 et 2. Cette asymétrie est justifiée par la différence de niveau de développement entre les partenaires commerciaux et par la différence entre les niveaux moyens des programmes tarifaires entre les deux pays, qui s'élèvent à 20 % pour le Maroc et 4 % pour les EU (figure 3).

Figure 3
**Droits de douane *ad valorem* sur les différentes marchandises
(commerce bilatéral)**



Source : base de données TRAINS.

Evidemment, avec une telle différence de programmes tarifaires, les concessions commerciales faites par le Maroc devraient être beaucoup plus importantes que celles réalisées par les Américains dans un scénario de libéralisation parfaitement symétrique. La complexité de l'accord EU-Maroc ne peut être restituée à l'aide de scénarios aussi élémentaires que ceux que nous avons proposés. Cependant, étant donné que l'accord réel est une combinaison (complexe) de ces scénarios, nous pouvons espérer tirer certaines conclusions en rapprochant et en comparant les scénarios.

5. Résultats des simulations

Cette section étudie en détail les résultats obtenus par l'analyse empirique. L'équilibre partiel SMART est complété par une analyse à partir du modèle GTAP.

5.1. Identification des produits spécifiques : résultats de l'équilibre partiel

Dans cette section, les résultats obtenus en utilisant le modèle en équilibre partiel WITS/SMART, qui montre les impacts probables de l'ALE sur le Maroc, sont étudiés sous l'hypothèse d'un scénario de réciprocité totale et

de libéralisation totale. Nous souhaitons principalement analyser les conséquences possibles de l'élimination complète des barrières tarifaires sur l'économie marocaine, et avant tout, les impacts sur le surplus du consommateur. L'une des principales justifications de la libéralisation est de réduire le prix payé par les consommateurs, augmentant ainsi leur pouvoir d'achat. Notre principal objectif dans cette cinquième section est d'analyser aussi précisément que possible les gains potentiels des consommateurs pour les produits que nous pouvons identifier comme étant les plus sensibles. Dans cette section, nous analysons également les conséquences de ce scénario sur les revenus tarifaires et les exportations de certains produits. Nous choisissons de simuler l'impact d'un démantèlement total des barrières tarifaires afin d'exposer clairement les effets d'une libéralisation commerciale sur tous les produits marocains. Ceci est par conséquent un « scénario extrême » qui vise à montrer les tendances générales de l'impact de la libéralisation de l'économie marocaine dans le cadre de l'ALE. Les résultats en termes de création et de détournement de commerce sont également présentés.

5.1.1. Impact sur le surplus du consommateur

Il est important de souligner que le modèle WITS/SMART ne nous permet pas d'évaluer l'impact total de l'ALE sur le bien-être, car il permet uniquement de mesurer le surplus du consommateur. Afin d'obtenir une image complète de l'impact, il est nécessaire de tenir compte des effets pour les producteurs. De plus, ces impacts ne doivent pas être évalués produit par produit, mais dans leur ensemble, en tenant compte des relations en équilibre général. C'est ce que nous tentons de faire dans la section suivante. Tel que souligné plus haut, l'approche en équilibre partiel vise uniquement à identifier les produits sensibles.

Le tableau 2 présente les produits qui comportent les gains en bien-être les plus importants pour le Maroc. Ensemble, les 6 premiers groupes de produits comptent pour plus de 65 % des gains totaux des consommateurs dans le pays, dans le cas d'une libéralisation du commerce avec les EU. De loin, le groupe de produits qui comporte les gains les plus élevés pour les consommateurs est les céréales (32,4 %), suivi des équipements électriques et des industries plastiques (20 %). Sans surprise, nos simulations montrent qu'en ne s'intéressant qu'au bien-être des consommateurs, les consommateurs marocains bénéficieraient largement de la libéralisation commerciale. Ils seraient en mesure d'acheter des biens de consommation américains (part de la libéralisation immédiate) à des prix plus faibles, obtenant ainsi une amélioration immédiate – mais limitée – de leur niveau de vie. En effet, dans un scénario de libéralisation totale, l'amélioration totale du bien-être des consommateurs marocains serait égale à 24,9 millions de dollars américains par an (tableau 2).

Tableau 2
Impact d'une libéralisation totale sur le bien-être du consommateur au Maroc par marchandises
(en millions de dollars américains)

Secteurs	Changement en termes de bien-être	%	Cumulative
Céréales	8,07	32,4%	32 %
Matériel électrique	3,2	12,8%	44,8 %
Plastique et dérivés	1,79	7,2%	52 %
Papier et dérivés	1,61	6,5 %	58,5 %
Caoutchouc et articles en caoutchouc	1,16	4,6%	63,1 %
Produits minéraux, pétrole et dérivés	1,13	4,5 %	67,6 %
Véhicules et accessoires	0,85	3,4 %	71 %
Tabac et dérivés	0,79	3,2 %	74,2 %
Aéronefs et dérivés	0,75	3 %	77,2 %
Industrie énergétique et dérivés	0,66	2,7 %	79,9 %
Acier et fer	0,46	1,8 %	81,7 %
Coton	0,4	1,6 %	83,3 %
Produits en fibres	0,36	1,4 %	84,8 %
Produits chimiques	0,33	1,3 %	86,1 %
Articles en fer et acier	0,32	1,3 %	87,4 %
Produits pharmaceutiques	0,24	1 %	88,3 %
Autres	2,8	11,7 %	100 %
Total	24,9	100 %	

Source : simulation de l'auteur à partir de WITS.

Les consommateurs marocains dériveront les gains de l’ALE étant donné qu’ils auront accès à des biens à des prix plus faibles. Sur ce point, nous supposons que les producteurs et les exportateurs américains répercuteront les gains créés par les réductions tarifaires aux consommateurs marocains. Si les gains générés par le démantèlement des barrières tarifaires ne sont pas transférés aux consommateurs marocains mais se retrouvent captés par les exportateurs ou les importateurs, il se peut qu’il n’y ait aucune amélioration de bien-être du consommateur.

Il est par conséquent déterminant de s’assurer que la richesse est bien transmise aux consommateurs. A cette fin, la politique de la concurrence doit protéger les consommateurs contre la possibilité d’abus de position dominante ou contre la collusion des grands importateurs. Les capacités

de la politique de la concurrence et le système judiciaire qui la supporte devraient par conséquent être renforcés pour assurer que l'ALE génère ses gains potentiels.

Soulignons qu'une augmentation des importations au travers de la création de commerce ne bénéficie pas nécessairement qu'aux consommateurs. Les gains potentiels sont également susceptibles d'émerger au travers des technologies que comportent certaines importations qui peuvent éventuellement augmenter le bien-être. Cela dépendra cependant de l'équipement en capital et en machines et des importations dotées de technologies incorporées.

5.1.2. Impact sur les revenus tarifaires du Maroc

Comme on peut s'y attendre, l'élimination des droits de douane sur les importations en provenance des EU affecte les recettes fiscales du gouvernement marocain. Dans un scénario de libéralisation totale, l'ALE réduirait de façon significative les revenus tarifaires du Maroc : de plus de 147 millions de dollars. Environ 60 % de ces pertes résulteraient de l'élimination des droits sur l'importation des céréales américaines (Tableau 3). Ce qui représente 0,5 % du PIB et 4,5 % de la balance des paiements. Encore une fois, il convient de souligner que les céréales comptent pour près de 60 % de la perte des revenus tarifaires. Nous pouvons par conséquent comprendre pourquoi ce produit a été traité séparément lors de négociations.

Dans certains cas, les pertes de revenus proviennent de l'élimination des droits de douane sur les biens qui pourraient être aisément taxés. Néanmoins, en termes de l'évaluation de l'ALE pour le Maroc, il convient de noter que la perte de revenus tarifaires devrait avoir des impacts négatifs sur d'autres programmes du gouvernement. La question de la signification des raisons non économiques pour justifier l'intégration entre en jeu. Il est alors nécessaire de regarder de plus près le poids réel d'une telle perte de revenus sur les finances du gouvernement. Si l'ALE implique une libéralisation totale des importations américaines, le Maroc devra renoncer à ces revenus tarifaires qui comptent pour près de 2,5 % des recettes publiques.

Il est important de préciser cependant que la perte de revenus indiquée par notre simulation est relative aux revenus tarifaires générés par les importations. En réalité, les augmentations des importations résultant de la création de commerce sont dans la plupart des pays soumises à des taxes indirectes, telle que la TVA, qui minimiseront la perte de revenus décrite. Cependant, à moins que l'élasticité de la TVA et des taxes indirectes soit significativement plus élevée que les droits imposés sur les importations, il est peu probable que l'addition de recettes provenant des taxes indirectes puisse permettre de compenser la perte de recettes causée par la réduction des droits de douane à l'importation.

Tableau 3

Impact d'une libéralisation totale sur les pertes de revenus tarifaires au Maroc (en millions de dollars américains)

Description	Variation des revenus tarifaires	%
Céréales	- 85,93	58,4%
Equipements, machines et composants électriques, matériel d'enregistrement, etc.	- 9,9	6,7 %
Huiles minérales et produits de distillation	- 7,19	4,9 %
Papier et carton, pâte à papier	- 6,27	4,3 %
Tabac, tabac transformé et substituts	- 5,54	3,8 %
Graines et plantes oléagineuses, oléagineux, graines et fruits	- 5,147	3,5 %
Réacteurs nucléaires, chaudières, machines et appareils mécaniques, composants	- 3,43	2,3 %
Aéronefs et espace, pièces détachées	- 2,45	1,7 %
Equipement et matériel ferroviaires, pièces et accessoires	- 2,17	1,5 %
Sidérurgie	- 2,09	1,4 %
Coton	- 1,57	1,1 %
Produits sidérurgiques	- 1,54	1 %
Fibres artificielles	- 1,43	1 %
Caoutchouc et articles en caoutchouc	- 1,06	0,7 %
Produits pharmaceutiques	- 0,97	0,7 %
Autres	- 10,5	7 %
Total	- 147,21	100 %

Source : simulation de l'auteur à partir de WITS

5.1.3. Impact sur les exportations

En offrant un accès en franchise de droits à un marché américain de 300 millions de consommateurs, l'ALE stimulera fortement les exportations marocaines. Sans surprise, cette expansion devrait principalement concerner l'industrie du textile et de l'habillement, qui est la principale activité industrielle au Maroc (43 % des exportations industrielles du pays, 39 % de l'emploi industriel total). Le tableau 4 montre que l'accord devrait avoir d'importants effets, concentrés seulement dans un nombre limité de secteurs. Simultanément, les exportations américaines vers le Maroc s'élèveront malgré cela à un taux plus élevé : 36,28 % contre 22,58 % (tableau 5).

Tableau 4

**Impact global d'une libéralisation totale sur les exportations du Maroc vers les EU
pour certains produits sélectionnés**

(en milliers de dollars américains et en % des exportations sectorielles marocaines vers les EU)

Produits	Avant	Après	Changement dans le revenu	% d'augmentation
Articles de confection, vêtements non tricotés ou crochetés	48,83	71,48	22 649,412	46,4 %
Articles de confection, vêtements tricotés ou crochetés	28,27	45,87	17 603,708	62,3 %
Huiles minérales et produits de distillation	131,15	139,65	8 497,814	6,5 %
Chaussures, guêtres et pièces	4,54	6,47	1 934,601	42,6 %
Préparations de viandes, poisson, crustacés et mollusques	10,48	12,08	1 608,979	15,4 %
Légumes, racines et tubercules comestibles	6	6,57	566,686	9,4 %
Total	237,77	291,45	53,68	22,58 %

Source : simulation de l'auteur à partir de WITS

Tableau 5

**Impact global d'une libéralisation totale sur les exportations
des EU vers le Maroc**

(en millions de dollars américains)

Avant	Après	Changement dans le revenu	% d'augmentation
567,57	773,51	205,936	36,28 %

Source : simulation de l'auteur à partir de WITS

5.1.4. Impact sur les pays tiers

Cette section passe en revue l'impact probable de détournements de commerce sur le Maroc résultant de l'ALE. Elle débute par une présentation des pertes dans le commerce intra-régional, causées par la substitution des exportations intra-régionales au profit des produits américains. Ensuite, nous essaierons d'identifier les produits qui risquent d'être les plus affectés par les pertes de commerce intra-régional et souffriraient le plus de la concurrence des EU.

Le détournement de commerce est la quantité d'exportations (des pays tiers) qui est remplacée par les produits américains après la libéralisation. Nous supposons ici que la suppression du tarif est entièrement répercutée sur les prix à la consommation. En effet, l'ALE entre les EU et le Maroc aura un impact significatif non seulement sur le commerce entre ces deux

L'intérêt d'un accord graduel et asymétrique

pays, mais également sur les relations commerciales avec d'autres pays. Le plus grand détournement de commerce affectera l'UE, en particulier la France, qui est le plus important partenaire commercial du Maroc. Cela produira également des effets négatifs sur les autres pays d'Afrique du Nord (tableau 6). L'ALE offrira donc au Maroc la possibilité de diversifier ses marchés et ses capacités, qui sont actuellement fortement concentrés sur l'UE, particulièrement sur la France et l'Espagne.

Le risque que les pays affectés par le détournement de commerce, notamment l'UE, prennent des mesures de rétorsions, est significatif. En effet, pour la France, qui est le pays le plus concerné, la réduction des exportations générée par la création de l'ALE représente seulement 0,5 % du total des exportations françaises vers le Maroc. Pour l'Espagne, le pourcentage correspondant est 0,6 ; il est de 0,3 pour l'UE. Cependant, cela ne signifie pas que la France, et plus généralement l'UE, acceptera lors des futures négociations des conditions qui seraient moins favorables que celles accordées aux EU. Le résultat de l'ALE conclu entre les EU et le Maroc est que les EU bénéficient d'un traitement plus favorable que celui accordé à l'UE pour certains produits, notamment le blé dur. Tout conduit à penser que tous les avantages commerciaux qui ont été accordés aux EU ne représenteront en définitive plus l'objectif à atteindre dans le cadre des négociations agricoles entre l'UE et le Maroc, mais plutôt le point départ pour les négociations futures.

D'un autre côté, il est probable que l'UE réponde positivement à l'ALE UE-Maroc, en négociant un accord de partenariat Euromed élargi qui aurait des conséquences significatives à la fois pour le Maroc et le reste des pays d'Afrique du Nord (voir plus bas 5.2.4.).

Tableau 6

Impact d'une libéralisation totale sur le commerce marocain avec les pays tiers

(en millions de dollars américains)

Partenaire	Détournement de commerce total
EU	+ 9,6
UMA	-0,24
Tunisie	-0,2
Algérie	-0,03
Libye	-0,16
Reste de l'Afrique	-3,63
Union européenne	-36,43
France	-17,23
Espagne	-4,77
Reste du monde	-51,28

Source : simulation de l'auteur à partir de WITS.

Nos simulations en équilibre partiel montrent que les importations en provenance des EU vers le Maroc devraient approximativement augmenter de 53,68 millions de dollars. Notre modèle présente des résultats, bien qu'incomplets, concernant les gains de bien-être. Il semble que le surplus du consommateur pourrait être amélioré au travers de la baisse des prix de certains biens industriels tels que les voitures, les machines et les équipements. De plus, l'ALE pourrait réduire de façon significative les revenus tarifaires du Maroc de plus de 147 millions de dollars. Cependant, les résultats obtenus en équilibre partiel ne permettent pas d'obtenir une image complète des effets de l'ALE. Il convient de préciser que les effets en termes de bien-être économique n'apparaissent pas clairement dans le cadre d'une analyse en équilibre partiel, étant donné que le surplus des producteurs évolue et que l'évincement des producteurs nationaux par les producteurs européens n'a pas été intégré dans l'analyse. Une analyse en EGC peut permettre de traiter des impacts sur les producteurs ainsi que des effets de transmission, permettant ainsi de compléter certains de nos précédents résultats.

5.2. Evaluation des effets sur le bien-être et les liens : les résultats en équilibre général

Nous proposons ici de réaliser une analyse quantitative, en utilisant le modèle de simulation GTAP, des impacts potentiels des trois possibilités de mise en œuvre du libre-échange décrites précédemment : sur la croissance économique des deux pays, le bien-être, la valeur ajoutée sectorielle, les exportations, les importations, la balance commerciale et les termes de l'échange.

5.2.1. Impacts sur la croissance et le bien-être

Tel que montré dans le tableau 7 ainsi que dans les figures 4 et 5, la croissance additionnelle engendrée par la libéralisation commerciale est modeste pour les deux pays mais reste significative pour le Maroc (le taux de croissance du PIB marocain pourrait augmenter de 0,37 %), et un gain net de bien-être s'élèverait à 37 millions de dollars dans le cas du premier scénario de libéralisation fortement asymétrique. Les différences qui existent entre les impacts sur le PIB et le bien-être entre les EU et le Maroc sont clairement liées à la différence de taille des deux pays ainsi qu'à l'importance de leurs relations commerciales bilatérales.

Dans chacun des scénarios, l'impact de la libéralisation commerciale sur le taux de croissance serait beaucoup plus important pour le Maroc que pour les EU, étant donné les différences dans les flux de commerce bilatéral : les importations des EU en provenance du Maroc représentent 0,3 % des importations américaines, tandis que les importations marocaines en provenance des EU correspondent à 3,4 % des importations marocaines. D'autre part, les effets sur le bien-être sont beaucoup plus importants pour les EU lorsqu'ils sont évalués en millions de dollars américains. L'impact

sur le bien-être total d'une réduction du prix de 1 dollar est évidemment plus important pour un pays dont la population est de 300 millions d'habitants plutôt que pour un pays qui compte 30,6 millions de personnes. Cependant, si nous évaluons les impacts sur le bien-être en pourcentage du PIB, ce qui permet sans aucun doute de procéder à une estimation plus appropriée, la situation est inversée : l'impact sur le bien-être du Maroc est trois fois plus fort que celui observé pour les EU ; il est trois fois plus élevé que celui observé aux EU dans le scénario 1 (gain pour les deux pays) et se retrouve être neuf fois plus élevé dans le scénario 3 (perte pour le Maroc, gains pour les EU).

Pour finir, ces résultats montrent l'importance d'un processus de libéralisation graduelle et asymétrique pour le Maroc. Plus le scénario de libéralisation est libéral et ambitieux, plus les impacts en termes de PIB et de bien-être pour le Maroc sont réduits. Finalement, les gains associés aux scénarios 1 et 2 pour le Maroc se convertissent en une récession et un appauvrissement dans le scénario 3 (voir tableau 2 et figures 4 et 5). Ce dernier résultat complète et qualifie la conclusion que nous obtenons dans le cadre de l'analyse en équilibre partiel. Si nous nous intéressons uniquement à l'impact pour les consommateurs dans un scénario de libéralisation totale, le modèle WITS/SMART a révélé un gain provenant principalement de la réduction du prix des céréales. Dans un contexte plus général intégrant les effets sur les producteurs et les mécanismes de transmission, il ressort que les bénéfices se transforment en une perte nette de bien-être (équivalente à 112 millions de dollars) provoquée par d'importantes pertes pour les producteurs qui outrepassent les gains des consommateurs. Ce résultat indique clairement que le surplus des producteurs marocains souffrira dans le cadre d'une libéralisation totale. Ces résultats pourraient avoir des impacts significatifs sur la structure de production du Maroc. Par conséquent, les résultats plaident clairement en faveur d'un démantèlement progressif des barrières afin de limiter les coûts d'ajustement.

Tableau 7

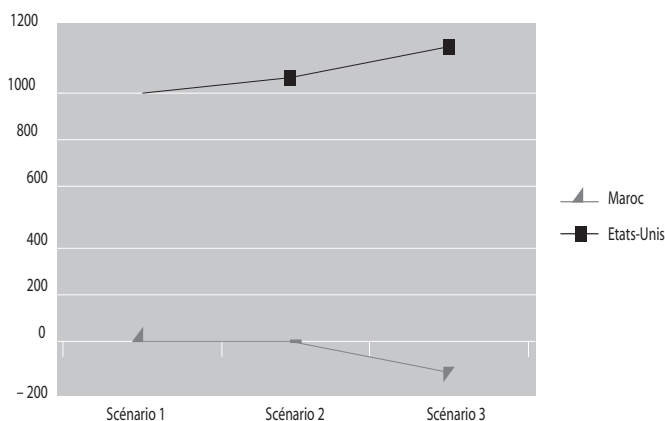
Impacts des trois différents scénarios sur le bien-être (en millions de dollars américains) et le taux de croissance du PIB (en %)

	Scénario 1		Scénario 2		Scénario 3	
Régions	Bien-être	PIB	Bien-être	PIB	Bien-être	PIB
Maroc	37,08	0,37	26,49	0,18	- 112,1	-0,78
EU	962,02	0,03	1 001,65	0,03	1 115,94	0,04
Reste de l'Afrique du Nord	- 38,19	0,09	- 39,55	0,09	- 43,37	0,08
Reste du monde	- 1 277,54	0,06	- 1 303,83	0,05	- 1 375,13	0,05

Source : simulation des auteurs à partir de GTAP.

Figure 4

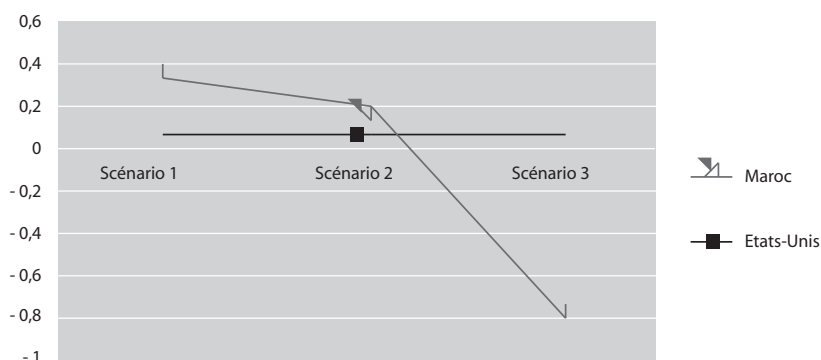
Impacts sur le bien-être
(en millions de dollars américains)



Source : simulation des auteurs à partir de GTAP.

Figure 5

Impacts sur le taux de croissance du PIB (en %)



Source : simulation des auteurs à partir de GTAP.

Nous avons également calculé la décomposition du bien-être pour les différents niveaux des schémas de libéralisation commerciale. Nous avons indiqué les deux principaux effets, les effets de réallocation et les effets sur les termes de l'échange généralement présentés dans ce type d'analyse. Nous avons observé que l'effet le plus important pour le Maroc est sur les termes de l'échange. En effet, dans le cadre d'un schéma de libéralisation fortement asymétrique, l'effet sur les termes de l'échange est environ 10 fois plus important que dans le cadre du scénario intermédiaire de libéralisation asymétrique. Il est évident que cet effet devient négatif dans le cadre d'un accord prévoyant la réciprocité totale.

Tableau 8
Décomposition du bien-être selon les niveaux d'ambition
(en millions de dollars américains)

Scénarios	Libéralisation fortement asymétrique		Libéralisation avec asymétrie intermédiaire		Réciprocité totale	
	Effet d'allocation	Effet termes de l'échange	Effet d'allocation	Effet termes de l'échange	Effet d'allocation	Effet termes de l'échange
Reste de l'Afrique du Nord	- 1,7	- 36,8	- 2,2	- 37,7	- 3,5	- 40
Maroc	20,2	16	25,1	1,7	- 53,6	- 54,8
UE 25	465,6	- 120,4	466,2	- 129,7	468,5	- 148,3
EU	488,4	664,2	482,7	702	464,5	812,1
Turquie	- 3,1	- 4,3	- 3,2	- 5	- 3,2	- 7,1
Reste du monde	- 814,8	- 5,85	- 933,8	- 531,1	- 960,2	- 561,9

Source : calculs des auteurs à partir du modèle GTAP, version 6.2.

5.2.2. Impacts sur la valeur ajoutée sectorielle

Si nous considérons l'impact sur l'output, et plus précisément sur la valeur ajoutée dans les deux pays, nous pouvons conclure que l'ALE crée à la fois des gagnants et des perdants dans les deux pays. Au Maroc, les gains enregistrés pour les secteurs tels que la viande, les équipements électroniques, le cuir, le textile et l'habillement augmentent avec le degré de libéralisation commerciale du scénario. L'industrie du textile et de l'habillement apparaît être (et sera certainement) parmi les plus grands gagnants. Cette activité devrait tirer profit de l'augmentation de la production sur une courte période qu'engendrerait une libéralisation immédiate. D'autre part, les équipements de transport, les produits minéraux et la farine sortiraient perdant de ce processus. Notre simulation est donc cohérente avec le fait que le blé constitue une question fortement politique au Maroc. Huit millions de personnes au Maroc dépendent de la production de blé, qui est la principale culture que produisent les petits agriculteurs. Une libéralisation totale immédiate dans ce secteur engendrerait pour une grande partie de la population marocaine rurale la perte des revenus de subsistance. Sans surprise, le blé est le seul produit qui reste sujet à des quotas dans l'accord actuel.

Les agriculteurs américains devraient être les principaux bénéficiaires de l'accord avec le Maroc, en ce qui concerne la production de blé, de bœuf et de nourriture animale, celle de la volaille particulièrement, qui correspond à la plus importante demande de céréales fourragères, et celle qui alimente la croissance rapide de la production de viande au Maroc. Cependant, les producteurs américains de graines oléagineuses pourraient subir des pertes importantes pour chacun des scénarios (tableau 9).

Tableau 9

Impacts des trois scénarios de libéralisation commerciale sur les activités industrielles et agricoles sélectionnées
(% de variation de la valeur ajoutée)

Secteurs	Scénario 1		Scénario 2		Scénario 3	
	Maroc	EU	Maroc	EU	Maroc	EU
Produits de l'élevage transformés	- 1,74	0,12	0,28	0,11	6,33	0,11
Viande : bétail, mouton, chèvre, cheval	- 1,57	0,1	- 0,28	0,09	4,13	0,07
Équipement électronique	- 1,34	0,08	- 0,76	0,07	1,57	0,04
Équipement de transport	- 1,21	0,06	- 3,84	0,06	- 8,07	0,06
Métallurgie	- 1,07	0,07	- 0,65	0,04	- 2,02	0,07
Machines et équipement	- 0,86	0,05	- 0,74	0,05	1,08	0,04
Produits animaux	- 0,81	1	- 0,44	0,97	- 0,2	0,16
Métaux ferreux	- 0,8	0,04	- 0,65	0,06	0,14	0,04
Légumes, fruits et noix	- 0,17	- 0,75	1,57	- 1,26	0,26	- 0,85
Produits minéraux	- 0,14	0,03	- 0,66	0,04	- 2,02	0,07
Articles en cuir	- 0,14	0,18	- 0,08	0,17	0,45	0,18
Blé	0,33	2,28	- 0,87	2,68	- 4,42	3,88
Textiles	0,88	0,11	1,84	0,13	5,26	0,2
Huiles végétales et produits gras	1,11	- 1,25	1,57	- 1,26	2,73	- 1,27
Habillement	2,82	0,03	3,64	0,04	6,42	0,09
Graines oléagineuses	3,06	- 10,65	2,52	- 10,67	1,87	- 10,76

Source : simulation des auteurs à partir de GTAP.

5.2.3. Impacts sur les exportations sectorielles, les importations et la balance commerciale

L'image globale est presque équivalente lorsque nous considérons les effets potentiels sur le commerce. Sous une libéralisation totale, la balance commerciale marocaine pourrait s'améliorer pour l'habillement, le sucre, les légumes et les produits en cuir, alors qu'elle se détériorait notamment pour le blé. Aux EU, l'ALE pourrait causer la plus grande amélioration pour les produits chimiques, le carton, le plastique et les textiles, alors que la détérioration du commerce se ferait le plus ressentir pour les graines oléagineuses et les légumes (tableau 10). Une partie de ces changements est liée à l'évolution des termes de l'échange, qui se détériorait de façon significative pour le Maroc si le processus de libéralisation était complet, immédiat et parfaitement réciproque, tel que décrit dans le troisième scénario (figure 6).

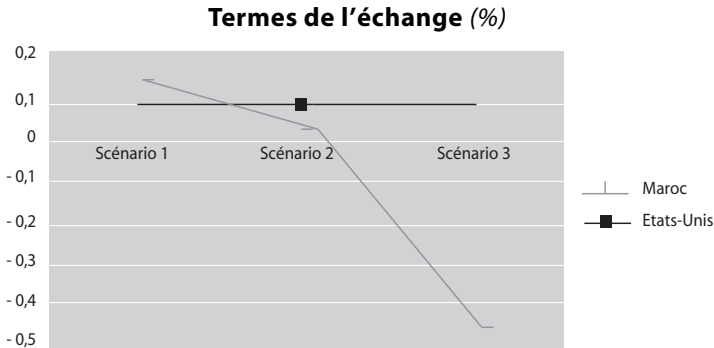
Tableau 10

Variations dans la balance commerciale pour les produits sélectionnés
(en millions de dollars américains)

	Scénario 1		Scénario 2		Scénario 3	
Secteurs	Maroc	EU	Maroc	EU	Maroc	EU
Habillement	89,13	- 8,81	108,86	- 3,23	166,24	39,38
Sucre	2,78	5,51	3,31	5,39	5,18	5,04
Légumes, fruits et noix	- 1,85	- 146,63	0,70	- 147,43	4,9	- 167,79
Articles en cuir	- 0,6	6,07	- 0,13	5,29	3,5	4,58
Huiles végétales et produits gras	0,08	- 146,65	- 0,60	- 152,03	3,12	- 149,66
Culture vivrière	- 0,04	- 124,14	0,32	- 134,27	2,49	- 164,27
Fibres végétales	1,04	25,4	1,30	23,81	2,32	19,16
Lait	1,33	- 0,25	1,37	- 0,28	1,51	- 0,37
Produits de la pêche	- 0,17	0,79	- 0,12	0,78	0,27	0,76
Graines oléagineuses	1,01	- 789,22	0,25	- 790,89	- 0,58	- 798,01
Produits de l'élevage transformés	- 0,10	68,87	- 0,08	67,05	- 1,8	66,48
Céréales	- 1,13	33,17	- 4,74	38,55	- 9,84	44,69
Produits chimiques, caoutchouc synthétique, plastique	- 12,43	194,04	- 13,33	195,33	- 12,76	193,7
Machines et équipements	- 12,42	239,91	- 15,30	226,23	- 15,61	164
Produits laitiers	- 1,36	- 28,72	- 1,54	- 26,51	- 17,36	4,72
Produits papier et publication	- 1,91	30,86	- 6,08	38,29	- 18,57	56,17
Produits minéraux	- 3,58	20,45	- 12,69	32,59	- 41,19	65,01
Textiles	- 24,3	81,72	- 29,96	99,31	- 58,94	161,81
Blé	- 0,04	186,17	- 19,43	215,63	- 90,77	305

Source : simulation des auteurs à partir de GTAP.

Figure 6



Source : simulation des auteurs à partir de GTAP.

5.2.4. Impacts d'une éventuelle réponse de l'UE

Nous avons également simulé une « rétorsion positive » de la part de l'UE en réponse à cet accord. Nous avons précédemment justifié pourquoi une « réponse négative » est peu probable. Au contraire, la possibilité d'une réponse positive est parfaitement plausible. Dans cette optique, nous avons considéré une libéralisation fortement asymétrique où les EU offrent d'importantes concessions au Maroc et en parallèle, l'UE offre un accès en franchise de quotas au Maroc et au reste des pays d'Afrique du Nord (scénario 4). Cela pourrait être réalisé dans le cadre d'un accord de partenariat Euromed élargi.

Cette réponse augmenterait considérablement le PIB et le bien-être du Maroc et des autres pays d'Afrique du Nord bénéficiant de l'accord de partenariat Euromed. L'UE augmenterait considérablement son PIB et le bien-être subirait une réduction peu significative (tableau 11). Le coût de cette réponse est par conséquent assez faible pour l'UE et les impacts potentiels sont importants du point de vue stratégique et économique pour le Maroc et l'UE.

Tableau 11

Impact de la réponse de l'UE à l'ALE EU-Maroc

Variation du PIB en %

Région	Scénario 3	Scénario 4
Reste de l'Afrique du Nord	0	0,25
Maroc	0,06	0,53
UE 25	0,01	0,02
EU	0	0
Turquie	0	- 0,01
Reste du monde	- 0,01	- 0,01

Variation équivalente, en millions de dollars américains

Région	Scénario 3	Scénario 4
Reste de l'Afrique du Nord	- 38,19	1 512,47
Maroc	37,08	821,43
UE 25	368,11	327,29
EU	962,02	714,22
Turquie	- 6,91	- 4,89
Reste du monde	- 1 277,54	- 1 265,0

Source : simulation des auteurs à partir de GTAP.

6. Conclusion

Notre analyse justifie l'idée selon laquelle un ALE entre deux zones de niveaux de développement différents doit résulter d'un processus progressif de démantèlement des barrières tarifaires dans les secteurs économiquement et socialement les plus importants, afin de limiter les coûts d'ajustements. Cette étude plaide également en faveur d'un accord qui ne soit pas basé sur le principe d'une réciprocité parfaite. Dans le cadre d'une libéralisation réciproque, totale et immédiate, le Maroc subirait un déclin de sa croissance économique, une perte de bien-être économique, une détérioration des termes de l'échange (scénario 3). Cependant, une libéralisation fortement asymétrique et progressive (scénario 1) stimulerait la croissance économique marocaine, augmenterait le bien-être et les termes de l'échange et ne provoquerait quasiment aucune modification de la balance commerciale. Simultanément, pour les EU, les trois scénarios sont relativement indifférents si l'on considère les impacts sur le bien-être, le taux de croissance et l'évolution de la valeur ajoutée. Les tableaux 2 et 3 montrent que les effets sur les EU sont à peu près similaires à ces niveaux. Lorsque l'on considère l'impact sur la balance commerciale sectorielle de ces trois scénarios (tableau 4), la situation est plus contrastée. Pour les EU, un accord graduel et asymétrique causerait des améliorations de la balance commerciale pour des domaines tels que les machines et l'équipement, les produits chimiques, le plastique et le carton, le blé, et une détérioration dans les graines oléagineuses, les légumes, les fruits et les noix, les huiles et les graisses. Cependant, selon nos simulations, l'impact global sur la balance commerciale des EU serait plus avantageux dans le cadre d'un accord graduel (l'impact total du scénario 1 est une détérioration de l'ordre de 77,65 millions de dollars) que dans le cadre d'un scénario de libéralisation totale (qui causerait une détérioration de 123,67 millions de dollars). Par conséquent, le passage à un scénario moins libéral semble être avantageux pour les deux pays en ce qui concerne les balances commerciales. Cependant, ces chiffres doivent être considérés avec précaution. Une évaluation plus précise nécessiterait une simulation dynamique et une comparaison du scénario de libéralisation totale avec un scénario proche de l'accord actuel. Derrière cette évaluation purement économique, il est clair que les objectifs de l'ALE pour les deux partenaires commerciaux sont très différents dans une perspective générale :

- En s'engageant dans le libre-échange avec les EU, les autorités marocaines espèrent modifier la dépendance de l'économie à l'agriculture, qui emploie actuellement plus de 40 % de la force de travail. Malgré d'importants investissements réalisés dans des projets d'irrigation, cette situation rend le pays très vulnérable aux aléas climatiques. En résumé, le principal objectif du gouvernement marocain est de réduire la dépendance du pays à l'agriculture, au phosphate et aux transferts d'argent, en développant la production industrielle et le tourisme.

– Pour les EU, le principal objectif n'est pas économique mais plutôt géostratégique. Après l'ALE avec la Jordanie en 2000, l'accord avec le Maroc est un nouveau pas vers la création d'une grande zone de libre-échange Etats-Unis/Moyen-Orient, qui représente un objectif majeur pour l'administration américaine, afin d'intégrer le Moyen-Orient dans une économie moderne globalisée et de créer une zone amicale et alliée dans une région incertaine. La prochaine étape sera le Barhein. Les considérations de sécurité nationale sont probablement les plus importantes dans ce projet, à côté du développement des transactions commerciales pour les agriculteurs et les investisseurs américains. Le choix du Maroc n'est pas un hasard, mais le résultat de la reconnaissance politique de l'engagement du Maroc à se réformer, se moderniser et s'ouvrir.

Les différences identifiées dans les objectifs et les résultats potentiels d'un ALE ne sont pas nécessairement un obstacle à l'apparition d'un « jeu gagnant-gagnant », étant donné que les questions de développement et de sécurité vont de pair avec la lutte contre la pauvreté. Pour une économie jeune telle que celle du Maroc, les profits espérés sont liés au renforcement cumulatif de la croissance et du revenu, basé sur le processus d'industrialisation généré par la modernisation du système industriel. En fait, la modernisation et l'industrialisation requièrent des changements économiques et sociaux considérables qui ne peuvent pas être réduits à un simple processus de libéralisation, même si la libéralisation devait contribuer à atteindre ces objectifs, notamment lorsque le partenaire commercial est un acteur commercial majeur tel que les EU. D'importants investissements dans l'infrastructure ainsi que des changements sociaux significatifs seront nécessaires (3). Finalement, le succès des expériences de développement ne repose pas seulement sur une stratégie d'intégration globale. Il est également fondé sur les ressources et les forces internes. Aucun développement durable n'est possible s'il n'est pas basé sur une dynamique endogène.

(3) Voir par exemple l'expansion massive dans la ville de Tanger qui a multiplié le trafic portuaire par 15, réduit les coûts de transport pour les EU de 50 % et ramené le Maroc à une distance moyenne de 6 jours par la mer depuis les EU.

Références bibliographiques

- Abdelmalki L. and Sandretto R. (2000), « La PME marocaine dans les enjeux globaux de la coopération industrielle et financière euro-maghrébine ». *Colloque Economie émergentes et politiques de promotion de la PME*, Rabat, 5 octobre.
- Adams P., M. Horridge, B. Parmenter, and X. Zhang (1997), « Long-run Effects on China of APEC Trade Liberalization », *Unpublished paper based on a report prepared for the East Asia Analytical Unit, Department of Foreign Affairs and Trade, Canberra, Australia*.
- Alessandrini S. (dir.) (2000), « Foreign Direct Investment in the Mediterranean Countries ». *Third Interim Report*, Università Commerciale Luigi Bocconi.
- Alessandrini S., Resmini L. (2000), FDI in the Mediterranean Region : a Comparison with CEE Experience. *Femise Research Programme*. University Luigi Bocconi, Milano, January.
- ECA (2006), « The Economic Partnership Agreements in the perspective of the Northern and Southern experiences of liberalization ». *ATPC work in progress*, United Nations Economic Commission for Africa, Forthcoming.
- Elbehri A., Hertel T. (2004), « A comparative analysis of the EU-Morocco FTA vs. Multilateral Liberalization ». *GTAP Working Paper*, n° 31, february 15.
- Food and Agriculture Organisation (1993), « World Food Model », *Supplement to the FAO Agricultural Projections to 2000*, Rome.
- Galal A., Lawrence R. (2003), « Egypt, Morocco and the United States ». Conference on Free Trade Agreements and the U.S. Policy. Institute for International Economics, Washington DC, may 7 and 8.
- Gilbert J. (2003), « CGE Simulation of US Bilateral Free Trade Agreements ». Prepared for the Conference on Free Trade Agreements and US Trade Policy held at the Institute for International Economics, may 7-8.
- Hertel T. W. (ed.) (1997), *Global Trade Analysis: Modelling and Applications*. New York. Cambridge University Press.
- Hertel T.W., J.M. Horridge, and K.R. Pearson (1991), « Mending the Family Tree: A reconciliation of the Linearization and Levels Schools of CGE Modelling ». Impact Project Preliminary *Working Paper*, n° IP 54, Australian Industry Commission and Monash University, june.
- Kehoe T and Kehoe P. (1994), « A Primer on Static Applied General Equilibrium Models », *Federal Reserve Bank of Minneapolis Quarterly Review*, 18 :2.
- Kuiper M., Van Tongeren F. (2005), « Which road to liberalization in the Mediterranean ? Analyzing different regional trade liberalization scenarios for Morocco and Tunisia ». Paper presented at 8th annual conference on global economic analysis, Lübeck, june.
- Laird S. and A. Yeats, (1986), « The UNCTAD Trade Policy Simulation Model : A Note on the Methodology, Data and Uses », *UNCTAD Discussion Paper* n° 19, Geneva.
- Milner, C., O. Morrissey, and A. McKay (2005), « Some Simple Analytics of the Trade and Welfare Effects of Economic Partnership Agreements », *Journal of African Economies*, vol. 14, issue 3, pages 327-358.
- Organization of Economic Cooperation and Development (2002), « Producer and Consumer Support Price Estimates », OECD Database 1986-2002, OECD, Paris.
- Sadni Jallab Mustapha, Sandretto René, Abdelmalki Lahsen, « The Free Trade

- Agreement between the United States and Morocco : The importance of a gradual and asymmetric agreement », *Journal of Economic Integration*, issue 22-4, December, 2007.
- UNCTAD (2004), *World Investment Reports 1995 to 2004*. United Nations. New York and Geneva.
- UNCTAD (2005), *Statistical handbook*, TD/STAT.30. United Nations. New York and Geneva.
- Sawauchi D. and Yamamoto Y. (2005), Potential impact of a trade agreement between Japan and New Zealand. 46th Annual Conference of the New Zealand Association of Economists, Christchurch, New Zealand, 29 june -1 july.
- Theil, H., C.F. Chung, and J.L. Seale, Jr (1989), « International Evidence on Consumption Patterns », Supplement 1 to *Advances in Econometrics*. Greenwich, CT: JAI Press.
- Zeitsch J., R. Mc Dougall, P. Jomini, A. Welsh, J. Hambley, S. Brown, and J. Kelly (1991), « Salter : A General Equilibrium Model of the World Economy », *SALTER Working Paper*, n° 4. Camberra, Australia : Industries Assistance Commission, january.